

*Les Subsidés*

Le député pourrait-il énumérer toutes ces choses que le gouvernement a faites pour aider les céréaliculteurs de l'Ouest? Deux avances ont été versées en application de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et une aide a été accordée à titre de secours consécutif à un sinistre non seulement aux céréaliculteurs mais aussi aux éleveurs de l'Ouest. Dans sa réponse, le député pourrait-il en dire plus long là-dessus?

Le député s'est moqué quelque peu du blocage des tarifs-marchandises et de la remise de la taxe sur le carburant agricole. Il ne voulait sûrement pas donner à entendre que le gouvernement n'aurait pas dû prendre ces mesures.

**M. Hovdebo:** Monsieur le Président, ma déclaration au sujet des besoins des agriculteurs était très précise. J'ai dit qu'ils avaient besoin de savoir qu'à la fin de l'année, ils vendraient leurs grains suffisamment cher pour couvrir leurs coûts de production. Cette déclaration était très précise. C'est essentiel, que le gouvernement s'y prenne en versant une indemnité ou bien en fixant de quelqu'autre façon le prix des grains. Autrement, nous risquerons de perdre 25 p. 100 de ces agriculteurs au cours de l'année prochaine.

● (1650)

À propos de la proposition selon laquelle les résultats du psychiatre auraient pu être les mêmes il y a vingt ans, il y a eu quelques années où cela aurait pu être possible. Ainsi, 1972 a été l'une des meilleures années que les agriculteurs aient connues. Aucun doute ne subsistait dans mon esprit ni dans celui des agriculteurs il y a douze ans. Il y a cinq ans, les agriculteurs faisaient prendre de l'expansion à leur exploitation le plus rapidement possible, et aucun doute ne subsistait dans leur esprit. Il y a eu des périodes comme celles-là, mais depuis trois ans, nous sommes aux prises avec la même situation, et elle se détériore chaque année.

J'ai mentionné une partie de ce qui a été fait. J'ai félicité le gouvernement de l'action qu'il a prise au sujet des prix pétroliers, parce que cette action avait été promise et qu'elle était valable. Le gouvernement a également modifié le Programme de stabilisation du grain de l'Ouest de façon à permettre des versements provisoires. Ces mesures signalent cependant à la plupart des agriculteurs l'ampleur de la crise. Le programme n'était pas censé suppléer au manque à gagner de l'année dernière. Il a été établi pour combler une baisse des recettes. Il était un régime d'assurance auquel les agriculteurs versaient des cotisations et qui les dédommageait. Il existe depuis 1977. Le seul fait qu'on a dû y faire appel est une bonne indication de la crise que traverse l'agriculture. Le fait que d'autres versements seront nécessaires l'année prochaine et que le programme manquera probablement de fonds en dit long sur l'urgence des paiements d'appoint qui ont été proposés.

Les gouvernements fédéraux ont toujours tenté de secourir les régions sinistrées. Mais rien n'a été fait l'an dernier parce que nous avions un gouvernement conservateur. C'est une tradition que nos gouvernements ont toujours respectée. Car c'est le moins qu'un gouvernement puisse faire en cas de sinistre. Il était bien regrettable qu'il ait fallu tant de temps pour faire agir le gouvernement.

**M. Caldwell:** Monsieur le Président, je vais être très bref. J'ai trouvé les propos du député de Prince-Albert (M. Hovdebo)

plutôt amusants. Je remarque qu'il a de plus en plus de mal à trouver matière à critique contre le gouvernement au cours de ces débats qui se répètent généralement à quelques mois d'intervalle. Il a rappelé, bien sûr, qu'il a fait inscrire une mesure d'initiative parlementaire pour demander la suppression de la taxe sur le carburant agricole, ce que le gouvernement a fait. Nous comprenons que les libéraux ne cesseront pas de se plaindre même s'ils n'ont rien fait lorsqu'ils exerçaient le pouvoir.

Le député s'est plus ou moins félicité que le gouvernement ait supprimé la taxe sur le carburant agricole, mais en lui reprochant de ne pas être allé assez loin, de ne pas avoir pris telle ou telle mesure. Puisque le gouvernement s'est rendu à sa mesure d'initiative parlementaire demandant la suppression de cette taxe, de quoi se plaint-il maintenant? Pourquoi n'en est-il pas content? Son attitude n'est pas sans rappeler celle des néo-démocrates. Nous supprimons l'impôt sur les gains en capital réalisés sur la vente des terres agricoles et, à la première occasion, ils nous font des reproches. C'est à se demander quelle est leur politique au juste. Je voudrais entendre le député remercier le gouvernement d'un ton un peu plus convaincant et, non avec la condescendance dont il a fait preuve au cours de tels débats.

**M. Hovdebo:** Monsieur le Président, rendons à César ce qui appartient à César. Je n'ai jamais manqué une occasion de féliciter le gouvernement quand il y avait lieu de le faire. Je souhaite seulement qu'il se presse un peu plus. Le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé et le ministre de l'Agriculture (M. Wise) nous a dit, à deux reprises aujourd'hui, que le gouvernement examinerait la question des paiements d'appoint. Les agriculteurs ont hâte de savoir s'ils retireront suffisamment d'argent de la prochaine récolte, tout comme les caisses d'épargne et les banques d'ailleurs. Si le gouvernement a vraiment l'intention de verser des paiements d'appoint, pourquoi se fait-il tant tirer l'oreille? Ce serait beaucoup mieux pour lui, politiquement parlant, d'agir tout de suite.

**M. le vice-président:** Nous reprenons le débat. La parole est au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Blais).

**M. Boudria:** Oh là! là!

[Français]

**M. Pierre Blais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, l'accueil chaleureux que me réserve mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) me donne des «ailes».

J'écoutais tout à l'heure mes collègues de l'Opposition et je me demande sincèrement ce qu'on pourrait leur donner, ce qu'on pourrait mettre sur la «table» pour qu'ils puissent réellement être heureux. Même mon dernier collègue qui vient de parler, il y a quelques instants, mentionnait qu'il s'est toujours dit prêt à reconnaître ce que le gouvernement a fait de bien pour les agriculteurs canadiens. Ma mémoire me fait défaut, parce que je n'ai pas remarqué souvent au cours des 20 derniers mois des commentaires favorables de la part de l'Opposition, après l'ensemble des mesures, au-delà de près de 200 mesures qui ont été prises par notre gouvernement—le ministre de l'Agriculture (M. Wise) et le ministre d'État (Commission canadienne du blé (M. Mayer))—pour venir en aide aux producteurs agricoles.